

Des milliers de sans-abris Des milliers de mal-logés Un toit c'est un droit !



Le logement reflète les inégalités d'une société qui marginalise des franges de plus en plus grandes de la population. Il n'existe pas un profil type de ceux qui ont

Le logement est, comme l'éducation ou la santé, un besoin vital élémentaire pour tous et toutes, quelles que soient les origines, la couleur de la peau, quels que soient les revenus. Pourtant, il constitue une marchandise, source d'enrichissement et de spéculation pour une petite minorité qui impose sa loi à ceux qui tirent la langue pour payer un loyer démesuré tous les mois ; à ceux qui se demandent de quoi la prochaine nuit sera faite...

un problème de logement : jeunes ayant quitté le domicile parental, chômeurs de longue durée, femmes dites seules avec

enfants, familles immigrées, familles à faibles et même à moyens revenus... en composent la liste qui s'allonge.

Il aura fallu plusieurs luttes de mal logés et de sans-logis, de la place de la Réunion à Vincennes, de locataires menacés d'expulsion, comme maintenant à la cité HLM Papus de Toulouse, il aura fallu cet hiver quelques jours de grand froid, au milieu de l'abondance des fêtes, pour mettre au jour le problème de milliers de gens sans abri, sans domicile fixe (en 1992 au niveau national, on dénombre 400 000 sans abris et 2 millions de mal-logés). Problème longtemps ignoré du grand public, ignoré dans son ampleur actuelle et ce, alors que l'INSEE recense plus de 300 000 logements vides en région parisienne et près de 2 millions en France.

★ Arrêt immédiat des expulsions sans relogement préalable adapté, décent et définitif !

★ Réquisition des logements vides appartenant aux grands marchands de biens, aux pouvoirs publics et aux entreprises nationalisées !

Alors que des promoteurs ont acquis des fortunes en construisant des bureaux et des logements de standing, il est inacceptable que des milliers de gens soient dans une telle situation de détresse. La solidarité avec ceux qui se battent pour le droit à un logement décent concerne tous les travailleurs. Il faut contraindre les pouvoirs publics (ville, région et Etat) à prendre en compte les intérêts de la population et non ceux des spéculateurs, cela dépend de la victoire ou l'échec de ces luttes. Au-delà des plus démunis, c'est la plus grande partie de la population qui est touchée par la crise du logement et qui, à terme, devra défendre ses droits.

Crise du logement social

La crise du logement est d'abord celle du logement social. Le parc de logements sociaux est nettement insuffisant : 3 millions de logements HLM. De plus, les constructions prévues sont loin de satisfaire la demande. En région parisienne par exemple, la construction locative sociale représentait 29 000 logements par an dans les années 1975, moins de 14 000 aujourd'hui.

★ Construction de logements sociaux de qualité sur les terrains publics !

★ Instauration de quotas de logements sociaux dans toutes les communes !

Dans le même temps, le parc social de fait (logements sous la loi de 1948, foyers et hôtels meublés) disparaît progressivement. Quand les immeubles vétustes ne sont pas rachetés par des marchands de biens qui les revendront au prix fort du terrain après expulsion des locataires, on laisse consciemment ces bâtiments se dégrader au point que la seule solution proposée au bout de quelques années est la démolition. Ainsi, le nombre de chambres d'hôtels meublés a été divisé par deux en dix ans, et les logements dits « loi 1948 » ont presque totalement disparu : 238 000 de moins entre 1978 et 1988 en région parisienne.

★ Protection et réhabilitation du parc social de fait !

★ Un statut de locataires pour les occupants d'hôtels meublés !

★ Utilisation sociale des locaux vides et transformation des friches industrielles en logements décents à bas prix !

En ce qui concerne les attributions de logements sociaux, tout est opaque, ce qui conduit à la mise en place de quotas d'immigrés (ou de non-Blancs, ou de pauvres) parfaitement illégaux, au clientélisme, voire à la corruption.

★ Transparence des attributions !

★ Bilan obligatoire engageant la responsabilité de l'organisme !

Parmi les familles mal logées expulsées, la plupart sont inscrites sur les listes d'attente d'un HLM, certaines depuis plus de dix ans. Beaucoup de HLM ne sont pas réservées aux plus défavorisés et des quotas existent dans les villes limitant le logement des familles d'origine étrangère et notamment africaine. Dans un contexte de montée de la xénophobie, la pénurie de logements génère des discriminations dont les premières victimes sont les immigrés.

★ Pour une véritable priorité aux sans-logis et mal logés !

Les années soixante ont vu la mise en chantier de nombreuses cités HLM sans principe directeur, pour tenter de répondre à un besoin très important de logements. Une amélioration momentanée de la quantité et de la qualité de logements a alors eu lieu. Pourtant, la conception de ces

par ailleurs, le reflet de la situation de l'ensemble du territoire. A des centres urbains bien desservis (TGV), où les loyers montent en flèche, s'opposent des espaces désertifiés et sinistrés. Alors que la région parisienne représente 2,2 % du territoire, elle concentre 18 % de la population nationale et 28,7 % de la production intérieure brute. Combien de jeunes de la fonction publique, obligés de « monter » à Paris, sans que l'administration fasse le moindre effort pour les loger ?

Rendre la parole aux habitants

Dans le domaine du logement comme ailleurs, c'est le marché qui dicte sa loi. La seule boussole en matière de choix est le profit. Les spéculateurs usent de méthodes musclées, totalement illégales, pour expulser les habitants qui les gênent. Lorsqu'il y a des lois, elles vont dans le même sens (suppression de la trêve hivernale pour les squatts, loi Méhaignerie toujours en vigueur) ou ne sont pas appliquées (loi Besson).

★ Abrogation de la loi Méhaignerie !

Quel que soit le problème posé, on ne demande jamais leur avis, leurs aspirations, leurs besoins à la population et à ses organisations (associations de quartier, de locataires, de défense du droit au logement, syndicats), sauf de manière dérisoire (enquêtes d'utilité publique après coup).

Il faut inverser cette logique. Les habitants de la ville doivent pouvoir maîtriser la conception des transformations et des évolutions de celle-ci. Tous les projets doivent être démocratiquement discutés et leur réalisation contrôlée par tous.

CR

100 F

**cahiers
du féminisme
ROUGE**

rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.



un nombre croissant de salariées à subir un temps de transport de plus en plus long. Il s'agit-là d'un formidable gâchis, qui a des coûts multiples :

- coût financier pour les travailleurs éloignés de leur lieu de travail et conséquence sur leur santé ;

- coût économique et social, le total des heures perdues dans les transports en commun et dans les embouteillages commençant même à effrayer les « décideurs » ;

- coût écologique de l'utilisation de la voiture individuelle, rendue nécessaire par la faible efficacité, la saturation et la dégradation des transports en commun (par exemple à la SNCF les suppressions de postes ont entraîné un déficit d'entretien du matériel, cause de nombreux incidents et de graves accidents).

★ **Transports gratuits !**

★ **Développement des transports publics non polluants et de qualité !**

★ **Réduction du temps de travail qui prenne en compte le temps de transport !**

Ce déséquilibre, dont la région parisienne est l'exemple caricatural (emploi à l'Ouest, logement dans les cités-dortoirs à l'Est), est,

Lisez la presse de la LC

Tarifs des abonnements :

- Les cahiers du féminisme pour 1 an :
- Rouge pour 3 mois : 100 F
- pour 6 mois : 200 F
- pour 1 an : 400 F

Pour prendre contact avec la LCR : 2,

cités n'a jamais intégré les besoins réels de leurs habitants. Le tissu social y a été cassé. La crise, génératrice de chômage, a amplifié les carences de ces banlieues. Aujourd'hui, ces cités construites il y a trente ans sont devenues le lieu de la concentration des exclusions : travail, école, « mal-vivre », avenir bouché pour les jeunes etc. Ces cités deviennent le symbole de l'échec. Les barres et tours HLM sont le symbole des aberrations de notre société.

Trente ans après, la crise est de même ampleur

L'absence d'entretien rend ces immeubles encore plus invivables. Les démolitions récentes de barres HLM le démontrent bien, qui sont, certes, nécessaires mais qui ne s'accompagnent pas de la construction d'autres logements sociaux correspondant aux besoins actuels en qualité et en quantité. Un logement initialement prévu pour une famille peut aujourd'hui en abriter plusieurs : la misère actuelle contraint souvent les familles immigrées à s'entasser dans ces logements et les jeunes à rester chez leurs parents jusqu'à un âge avancé. Ce qui amplifie les problèmes de voisinage et renforce les réflexes sécuritaires.

Le confort des logements est actuellement inversement proportionnel à la taille de l'agglomération et à la concentration des activités économiques. C'est dans les grandes villes que la surface du logement par habitant est la plus réduite.

Pour les immigrés :

● *1 ménage sur 5 est propriétaire alors que c'est 1 ménage sur 2 pour les Français,*

● *occupation de logements précaires : 7 fois plus que les français,*

● *occupation de logements surpeuplés : 6 fois plus que les français,*

● *occupation de logements inconfortables : 2 fois plus que les Français,*

● *20 à 30 % des demandeurs HLM sont des immigrés, seulement 5 % des HLM leur sont attribués.*

(source : INSEE, enquête logement 1988)

Nombre de logements, notamment dans les grandes agglomérations, ne disposent pas du minimum de confort. Les hôtels meublés, en particulier, qui accueillent une majorité de travailleurs immigrés et leurs familles, sont le plus souvent insalubres. Les cas de saturnisme chez les enfants sont fréquents ; l'absence de sanitaires individuels est la règle et les « salles de bains » inexistantes.

★ **Un habitat social de qualité !**

Entre un logement HLM et un logement locatif privé la différence de loyer est de plus d'une fois et demi. Les loyers sont le plus souvent liés à la proximité du lieu de travail et des équipements sociaux. Dans de nombreuses villes, le centre est réservé aux plus riches, l'éloignement étant la règle pour les autres. Un couple touchant le SMIC pourra tout au plus se payer un studio en locatif privé dans un quartier populaire de la capitale, soit environ 3 500 F par mois. Même s'il existait des logements sociaux en nombre suffisant, rappelons qu'en Ile-de-France, un loyer HLM est tout de même de 30 à 35 F le m². Que reste-t-il alors aux chômeurs avec des Assedic minimum, ou aux jeunes avec un « contrat » bidon, sans parler des bénéficiaires de l'allocation pour adultes handicapés (moins de 3 000 francs par mois) et des RMI-stes ?

★ **Blocage des loyers !**

★ **Extension du secteur public du logement !**

Droit à la ville

Depuis de nombreuses années, les promoteurs immobiliers ont fait main basse sur les centre-villes et la périphérie proche. En effet, il existe une forte demande d'emplacements de la part des grandes entreprises pour construire leurs luxueux sièges sociaux et leurs bureaux, ces investissements étant de toute façon juteux, les prix des terrains ne pouvant que monter. Dans le même temps, les dirigeants et les hauts cadres de ces entreprises, qui naguère ne dédaignaient pas les banlieues résidentielles même éloignées, confrontés eux aussi à de sérieux problèmes de transport, visent à se rapprocher des centres de décision, des services, des meilleurs équipements dans les domaines de l'éducation, de la culture, des loisirs, etc.

Il faut donc aux requins faire place nette des activités industrielles vétustes et des

Un million pour les 75 candidats de la LCR

Une campagne électorale coûte cher, très cher. Contrairement aux formations de droites, d'extrême droites ou de la "gauche" officielle, nous ne bénéficions pas du concours intéressé des entreprises ou de particuliers fortunés. Point de financiers occultes, point de caisses noires, point de cadeaux de la banque et de la finance. Nous ne pouvons compter que sur le soutien de nos amis et camarades pour faire entendre une autre voix, celle d'une volonté de changement radical des bases de cette société d'exploitation et de misère.

Aussi, amis, camarades, si vous le pouvez, faites un geste pour nous permettre de défendre nos idées et nos propositions dans la cacophonie ambiante.

**Chèques à l'ordre d'AGV et
expédiez-les à Rouge qui
transmettra !**

quartiers populaires et les repousser dans des banlieues de plus en plus lointaines. Les élus de banlieues proches, qui avaient dans un premier temps accueilli ces exclus de la ville, elles aussi appâtées par le gain éventuel, mènent maintenant des politiques de choix de peuplement au bénéfice des cadres.

★ **Il faut casser la spéculation !**

★ **A bas l'apartheid en matière de logement !**

Il en résulte, le plus souvent, un découplage total entre le lieu d'habitation et le lieu de travail qui conduit

